

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1912.

Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 25 Ventôse an XI
sur le notariat.

BÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre reproduit celle déposée le 16 décembre 1904, devenue caduque par la dissolution (1).

Elle a pour but de modifier le ressort notarial, c'est-à-dire l'étendue du territoire dans lequel un notaire a le droit d'instrumenter, tel qu'il a été fixé il y a plus d'un siècle, par la loi du 25 ventôse an XI.

La loi du 6 octobre 1791, qu'elle a remplacée (2) créait une seule classe de notaires : leur compétence s'étendait à toute la province dans laquelle se trouvait leur résidence.

La loi du 25 ventôse an XI divise les notaires en trois classes ; ceux des villes où est établi le siège d'une cour d'appel peuvent exercer leurs fonctions dans toute l'étendue du ressort de cette cour ; ceux des villes où il n'y a qu'un tribunal de première instance peuvent les exercer dans tout l'arrondissement judiciaire ; ceux des autres communes ne peuvent les exercer que dans le canton de la justice de paix.

En établissant trois classes de notaires, le législateur de 1802 avait cru que la qualité et l'importance des affaires qui se traitent dans les chefs-lieux écarteraient des notaires de première et de deuxième classe la tentation d'étendre leur clientèle dans les campagnes, au préjudice de leurs collègues ruraux.

(1) Session 1904-1905, Doc., 45: Proposition de loi signée par MM. Maenhaut, Vandevenne, Mechelynck, Van Cauwenbergh, Busschaert et chevalier de Ghellinck d'Elseghem.

(2) Les renseignements qui suivent sont empruntés à la brochure de M. VAN WAMBEKE, conseiller à la cour d'appel de Gand : *Le Ressort notarial*.

« Il faut convenir, disait Jaubert au Tribunal, qu'il arrivera très rarement » qu'un notaire s'éloigne d'une résidence qui, par sa situation, présente » toujours des occasions de travail, pour se transporter dans un lieu où elles » sont beaucoup moins fréquentes. De sorte que la faculté qui est accordée » à certains notaires d'aller instrumenter dans un ressort inférieur ne » s'exercera probablement que pour aller consommer des affaires qui auront » pris naissance dans le chef-lieu. »

L'expérience a démontré combien ces espérances étaient illusoires. La loi de ventôse an xi a donné lieu à de nombreux abus, et tous ceux qui se sont occupés de la question reconnaissent que le régime actuel consacre des distinctions fictives et qu'il est nécessaire d'y porter remède.

Dès 1833, les notaires de l'arrondissement d'Audenaarde s'adressaient à la Chambre pour demander la revision de la loi de ventôse : le député Desmet, appuyant la pétition, exprimait l'avis que tous les notaires, sans distinction de classes, devaient pouvoir instrumenter *dans toute la province* de leur résidence; c'était le retour au système de 1791.

Le Ministre de la Justice déclarait, le 23 décembre 1833, pendant la discussion de son budget, que la circonscription uniforme *par arrondissement* lui paraissait plus rationnelle; et le 31 décembre, M. de Haussy réclamait, au Sénat, la prochaine présentation d'une loi nouvelle.

Le projet fut déposé à la Chambre, le 22 février 1834; son article 16 était ainsi conçu :

« La distinction établie, par l'article 3 de la loi de ventôse, entre les » notaires des tribunaux de première instance et ceux des justices de paix » est abrogée. Tous les notaires pourront exercer leurs fonctions dans toute » l'étendue de l'arrondissement judiciaire du lieu de leur résidence...

» ... Les notaires établis au chef-lieu des cours d'appel continueront » d'exercer dans tout le ressort de cette cour. »

L'année suivante, les notaires des environs de Charlcroi, ceux d'Audenaarde, d'Ypres et de Liège adressèrent à la Chambre des pétitions pour obtenir le droit d'instrumenter dans tout l'arrondissement judiciaire; les réclamations devinrent nombreuses et la Chambre nomma une commission de dix-huit membres pour examiner les divers projets formulés, en tenant compte de toutes les réclamations qui s'étaient produites.

Le 7 février 1843, M. le Ministre Van Volxem proposait le ressort par arrondissement, mais avec cette double restriction que les notaires ne résidant pas au chef-lieu d'arrondissement ne pourrait pas y instrumenter — et que ceux qui avaient leur résidence au siège d'une Cour d'appel pourraient, à la demande des parties, être commis par la cour pour instrumenter en dehors de l'arrondissement dans lequel ils avaient leur résidence.

Ce système hybride ne fut pas sérieusement discuté.

Un nouveau projet fut déposé le 29 avril 1846, par M. le baron d'Anethan, ministre de la justice; il proposait le ressort d'arrondissement. Le rapport, déposé le 20 mars 1847, fut discuté en 1848; au cours de la discussion — à la suite d'un vote sur un article de principe — le projet fut retiré par le Gouvernement.

La question avait été reprise maintes fois, tant à la Chambre qu'au Sénat, notamment en 1857, 1863 et 1869, lorsque M. De Lehayé déposa le 25 février 1874 une proposition qui modifiait différentes dispositions de la loi de ventôse an xi; aux termes de l'article 2, « le notaire pouvait exercer » ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire du lieu de sa résidence; il » pouvait instrumenter en dehors de cet arrondissement et dans tout le » ressort de la Cour d'appel avec l'assentiment préalable du premier président de cette cour. »

La section centrale écarta les restrictions et admit le ressort par arrondissement judiciaire; le 17 mars 1875, la Chambre vota le projet ainsi modifié par 58 voix contre 34 et 2 abstentions.

Le projet fut transmis au Sénat; le ressort par arrondissement y fut adopté par 28 voix contre 27; mais le lendemain, 5 juin 1875, le Sénat rejeta l'ensemble de la loi par 28 voix contre 28.

Dès le 15 décembre, MM. d'Anethan, Balisaux, du Bus de Gisignies, Vilain XIII et de Labbeville représentèrent le projet rejeté au mois de juin; le Sénat l'adopta, le 9 mars 1876, par 30 voix contre 28 et 1 abstention.

Emané de l'initiative des membres du Sénat, il devait être soumis à la Chambre; la discussion y eut lieu en 1878; la Chambre rejeta le 7 février l'article relatif au ressort et à la suite de ce vote, elle renvoya le projet à la section centrale; celle-ci n'a jamais été réunie (1).

Les auteurs de la proposition de 1904 ont repris dans le projet de 1876 la disposition qui établit le ressort par arrondissement.

Leur proposition fut prise en considération le 25 janvier 1905, et renvoyée aux sections en même temps que le projet transmis par le Sénat en 1876 (2). La nouvelle section centrale a consacré de nombreuses séances à l'examen des projets; elle avait chargé notre regretté collègue M. Vanderlinden d'examiner les divers documents qui lui avaient été soumis; la mort l'a empêché d'achever son rapport — et il n'a pas été remplacé comme rapporteur (3).

Après cet exposé, qui nous a paru nécessaire pour rappeler à la Chambre les nombreux efforts faits en vain depuis 1833, en vue de modifier la loi du 25 ventôse an xi, il nous reste à justifier la proposition.

La situation des notaires cantonaux exige une intervention législative.

Dans son discours prononcé à la séance de rentrée de la Cour d'appel de Gand, le 1^{er} octobre 1901, M. Van Isegem, alors procureur général, aujourd'hui conseiller à la Cour de cassation, constatait que dans plus de dix cantons du ressort de la Cour, chaque notaire ne recevait pas en moyenne 100 actes par an; et que la moyenne n'atteignait pas 150 actes par notaire

(1) La section centrale était composée de MM. Schollaert, Smolders, Julliot, de Lehayé, Thonissen et Drubbel.

(2) Le texte du projet du Sénat est publié en annexe.

(3) La section se compose de MM. Mabilie, Féron, de Lantsheere, Beernaert, Thibbaut et Segers.

dans les cantons des arrondissements de Gand, de Furnes, d'Ypres et de Courtrai — sauf dans le canton de Mouscron.

Cette situation s'est encore aggravée depuis 1901. La statistique judiciaire pour 1911 (1) établit que les 91 notaires de l'arrondissement de Gand ont, en 1911, passé 12,168 actes, soit une moyenne de 133 actes par notaire; la moyenne par notaire a été pour le canton de Caprycke 88; pour celui de Nevele 70; de Cruyshautem 57 et de Waerschoot 54 !

Et la plupart de ces notaires ne pourront jamais quitter leur résidence actuelle; car de plus en plus les notariats des villes restent dans les mêmes familles; à un notaire succède un fils, un gendre, un neveu, voire un parent éloigné.

Le Comité de la Fédération des notaires cantonaux de Belgique a exposé la question, le 20 avril 1904, à M. le Ministre de la Justice :

« Il est incontestable, disait-il, que le nombre et surtout l'importance » des actes diminuent considérablement à la campagne : il existe actuelle- » ment des notariats dont le nombre d'actes ne dépasse pas 15 par année, » beaucoup n'en donnent pas 60. Et quels actes! Ceux qui ont quelque » importance sont enlevés par les notaires des chefs-lieux, grâce au ressort » étendu de leur compétence, tandis que les ventes mobilières se trouvent » entre les mains des huissiers, greffiers, secrétaires communaux et autres » agents d'affaires.

» Peut-on imaginer une situation plus inique que celles de notaires de » 3^e classe, qui, n'ayant que cinq à dix communes à parcourir, sont obligés » de subir encore dans ce petit ressort la concurrence des notaires de » 2^e classe et celle beaucoup plus redoutable des notaires de 1^{re} classe? Est-il » juste que pendant le mois d'octobre 1903, il a été annoncé par les notaires » de Gand, dans le seul *Notariëel Annoncenblad*, 25 ventes d'immeubles » dans les cantons ruraux de la Cour d'appel, dont le produit a dépassé

(1) *Statistique judiciaire année 1911.*

	Notaires.	Nombre des actes.	Droits d'enregistrement perçus.
Gand	28	5,370	993,128.20
Assenede	5	610	38,293.47
Caprycke	5	427	24,911.87
Cruyshautem	5	289	30,636.18
Deynze	5	506	61,666.21
Eecloo	5	695	77,259.77
Evergem.	5	686	73,568.39
Ledeberg	3	475	73,108.25
Loochristy	5	704	37,504.32
Nazareth.	5	443	40,551.09
Nevele	5	348	28,471.86
Oosterzele	5	832	62,284.52
Somergem	5	515	42,161.94
Waerschoot.	5	268	16,090.42
	91	12,168	1,599,636.58

» 1,200,000 francs, alors que pendant le même laps de temps les 60 notaires
» cantonaux de Gand, tous ensemble, n'ont pas fait des ventes pour le
» cinquième de cette somme ?

» Il s'ensuit que le notaire à la campagne ne trouve plus dans l'exercice
» de ses fonctions une position indépendante à l'abri des besoins et des dan-
» gereuses sollicitations de la gêne. Dès lors, il ne peut plus répondre à
» l'attente de la loi et à la confiance des administrés et cette situation, si elle
» doit se prolonger, deviendra un danger public ».

La distinction en trois classes ne se justifie pas en principe; les études, les examens et les diplômes sont les mêmes pour tous les notaires; partout leur compétence s'étend aux mêmes actes; pourquoi accorder aux uns un ressort plus étendu qu'aux autres ?

De tous les systèmes proposés pour établir un ressort uniforme, celui du ressort *par arrondissement* paraît le plus en harmonie avec l'organisation actuelle du notariat, et comme répondant le mieux à ses besoins.

Tout unit et rattache le notaire au ressort d'arrondissement judiciaire; rien ne le met en contact ni avec le ressort de la Cour d'appel, ni avec celui de la Justice de paix.

C'est au tribunal de première instance de l'arrondissement de sa résidence que le notaire doit prêter serment avant d'entrer en fonctions ou quand il est commis pour une opération dépendant de ses fonctions; c'est au greffe de ce tribunal qu'il doit déposer son répertoire; c'est le président de ce tribunal qui taxe ses états; c'est à lui qu'il présente les testaments olographes ou mystiques qui lui sont confiés.

Tous les notaires d'un même arrondissement relèvent d'une même autorité judiciaire; ils sont tous placés sous la surveillance d'un même tribunal et d'une même chambre de discipline, composée de notaires pris dans tout l'arrondissement; ils forment en quelque sorte, dans chaque arrondissement, une véritable corporation ayant ses intérêts communs et les réglant entre eux sur le pied d'une parfaite égalité.

D'autre part, le ressort d'arrondissement présente pour le public cet immense avantage de lui donner plus de latitude dans le choix du notaire et de permettre à ceux qui ont des intérêts dans plusieurs cantons du même arrondissement, de confier leurs affaires à un même notaire.

Sous l'empire de la législation actuelle, cet avantage existe, mais il est réservé aux seuls habitants des villes; il est refusé à ceux qui ont le siège de leur fortune ou de leurs affaires à la campagne (1).

On disait en 1875, et on le répète aujourd'hui, qu'il faut éviter la concurrence que les notaires cantonaux iront faire aux notaires du chef-lieu.

Le rapporteur de la section centrale de 1875, M. Smolders, répondait à l'objection : « Vous redoutez la concurrence des petits, mais vous permettez » la concurrence des grands. Vous permettez au notaire de Bruxelles d'aller

(1) Rapport de M. Smolders, (sess. 1875-1874, Ch. repr., Doc., p. 144).

» faire la concurrence en Campine à un pauvre notaire et ne permettez pas à
» ce pauvre notaire d'aller dans un chef-lieu d'arrondissement, voilà ce qui
» est inique ! »

La proposition, en consacrant le ressort par arrondissement, établit l'égalité entre les notaires et en faveur du public; elle assure le respect des droits acquis par une disposition transitoire.

Les auteurs de la proposition espèrent que la Chambre actuelle adoptera une mesure justifiée par l'intérêt du notariat et par l'intérêt public.

A. MECHELYNCK.



ANNEXE

Texte du projet de loi transmis à la Chambre par le Sénat et apportant des modifications à loi du 25 ventôse an XI sur le notariat.

(Doc. Parl. n° 131, du 21 mars 1876.)

Modifications à la loi du 25 ventôse
an XI sur le notariat.

Wijzigingen in de wet van 25 ventôse
jaar XI op het notariaat.

PROJET DE LOI TRANSMIS
PAR LE SÉNAT.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Chaque notaire doit résider dans le lieu qui lui est fixé par l'arrêté royal de sa nomination.

En cas de contravention, il sera considéré comme démissionnaire, et le Ministre de la Justice, après avoir pris l'avis du tribunal et de la chambre de discipline, qui entendra au préalable le notaire contrevenant, pourra proposer au Roi de pourvoir au notariat vacant.

ART. 2.

Il est défendu à tout notaire d'avoir soit par lui-même, soit par personne interposée, un bureau ou une étude ailleurs qu'au lieu de sa résidence, et de tenir hors de son étude des séances à jour fixe, ou même à des époques indéterminées, mais annoncées d'avance.

WETSONTWERP, DOOR DEN SENAAT
TOEGEZONDEN

LOEPOLD II, KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen
en toekomstenden, Heil!*

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Elke notaris moet verblijven in de plaats hem aangewezen door het koninklijk besluit zijner benoeming.

Ingeval van overtreding wordt hij geacht zijn ontslag te nemen en de Minister van Justitie, na te hebben ingewonnen het advies van de rechtbanken van de tuchtkamer, die voorafgaandelijk den notaris, overtreder, hoort, kan den Koning voorstellen het onbezet notariaat te begeben.

ART. 2.

Het is elken notaris verboden, hetzij zelf, hetzij door tussenkomst van een ander, een kantoor of eene studie te hebben elders dan in de plaats van zijn verblijf en, buiten zijn kantoor of zijne studie, zittingen te houden op een bepaalden

ART. 3.

Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire de sa résidence ; toutefois il ne peut instrumenter hors de son canton, sauf dans les villes divisées en plusieurs canton, qu'en vertu d'une désignation du juge dans les cas déterminés par la loi, ou sur la demande formelle des parties indiquant le lieu de la commune où l'acte sera passé.

Ces désignations et demandes seront expressément mentionnées dans l'acte.

ART. 4.

Il est défendu à tout notaire d'instrumenter hors de son ressort et sans avoir, le cas échéant, rempli les formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 5.

En cas de contravention à l'article 2 et au paragraphe final de l'article 3, le notaire sera condamné à une amende de 100 à 1,000 francs, outre tous dommages et intérêts ; en cas de récidive et pour toute contravention au premier paragraphe de l'article 3 et à l'article 4, le notaire pourra être suspendu pour trois mois ou destitué.

ART. 6.

Les actes notariés seront légalisés, lorsqu'on s'en servira hors de la province, par le président du tribunal de première instance ou par le juge de paix du canton de la résidence du notaire qui a délivré l'acte ou l'expédition dans les conditions déterminées par la loi du 11 mai 1866.

dag, of zelfs op onbepaalde, doch vooraf aangekondigde tijdstippen.

ART. 3

De notaris oefent zijn ambt uit in het rechterlijk arrondissement waar hij zijne verblijfplaats heeft ; hij mag echter dan alleen akten verlijden, buiten zijn kanton, — behalve in de steden die in verscheidene kantons zijn verdeeld, — wanneer hij is aangewezen door den rechter in de gevallen bij de wet voorzien, of op bepaald verzoek van partijen, aanduidende de plaats der gemeente waar de akte wordt verleden.

Deze aanduiding en dit verzoek worden uitdrukkelijk in de akte vermeld.

ART. 4.

Het is elken notaris verboden akten te verlijden buiten zijn gebied en zonder, bij voorkomend geval, de voorschriften van het vorig artikel te hebben gevolgd.

ART. 5.

Ingeval van overtreding van artikel 2 en van de slotparagraaf van artikel 3 wordt de notaris gestraft met eene boete van 100 tot 1,000 fr., behalve alle schadeloosstelling ; ingeval van herhaling en voor elke overtreding van het eerste lid van artikel 3, zoowel als van artikel 4, kan de notaris worden geschorst voor drie maanden of afgezet worden.

ART. 6.

De notarieele akten worden, wanneer men er zich buiten de provincie van bedient, gelegaliseerd door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg of door den vrederechter van het kanton waar de notaris, die de akte of het afschrift afleverde op de wijze bepaald door de wet van 11 Mei 1866, zijn verblijf heeft.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1912.

**Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 der wet van 25 Ventôse jaar XI
op het notariaat.**

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN.

Het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben de Kamer voor te leggen, is hetzelfde als dit, op 17 December 1904 ingediend, en dat door de ontbinding is vervallen (1).

Het heeft ten doel, het notarieel rechtsgebied te wijzigen, dat wil zeggen, de uitgestrektheid van het grondgebied binnen hetwelk een notaris het recht heeft akten op te maken, zooals het vóór meer dan eene eeuw werd bepaald door de wet van 25 Ventôse jaar XI.

De wet van 6 October 1791, die ze verving, richtte eene enkele klasse van notarissen in : hunne bevoegdheid strekte zich uit tot de geheele provincie waarin hunne standplaats was gelegen.

De wet van 25 Ventôse jaar XI verdeelt de notarissen in drie klassen : die van de steden, waar een hof van beroep is gevestigd, mogen hunne ambtsbediening uitoefenen binnen het geheele rechtsgebied van dit hof; die van de steden, waar slechts eene rechtbank van eersten aanleg bestaat, mogen hun ambt uitoefenen in het geheele rechterlijk arrondissement; die van de overige gemeenten slechts in het kanton van het vredegerecht.

Toen hij drie klassen van notarissen in 't leven riep, dacht de wetgever van 1802 dat de hoedanigheid en de belangrijkheid der zaken, welke in de hoofdplaatsen verhandeld worden, de notarissen van de eerste en tweede klasse den lust zouden ontnemen, hunne clientele in de buitengemeenten uit te breiden ten nadeele van hunne collega's van het platteland.

(1) Zittingsjaar 1904 1905. Stuk n^o 45. Voorstel onderteekeud door de heeren Maenhaut, Vandevenne, Mechelynek, Van Cauwenbergh, Buschaert en ridder de Ghellinek d'Elseghem.

(2) De inlichtingen, die volgen, zijn ontleend aan het vlagschrift van den heer van Wambeke, raadsheer in het Hof van Beroep te Gent : *Le ressort notarial*.

« Men moet erkennen — zoo sprak Joubert tot het Tribunaat — dat het » zeer zelden zal gebeuren, dat een notaris zich van eene standplaats verwij- » dert, die door hare ligging steeds gelegenheid tot werken biedt, om zich te » begeven naar een plaats waar die gelegenheid zich veel zeldzamer voor- » doet. Zoodat van de toelating, aan sommige notarissen verleend om in een » lager gebied hun ambt uit te oefenen, waarschijnlijk slechts zal gebruik » worden gemaakt om zaken af te handelen, waarmee een begin werd » gemaakt in de hoofdplaats. »

De ondervinding heeft geleerd hoe ijdel deze hoop was. De wet van Ventôse jaar XI gaf aanleiding tot talrijke misbruiken en al wie zich met het vraagstuk inliet, moet erkennen dat het huidige stelsel slechts in schijn een onderscheid maakt en dat daarin dient verholpen.

In 1833 reeds, richtten zich de notarissen van het arrondissement Oudenaarde tot de Kamer om de herziening van de wet van Ventôse te vragen; de afgevaardigde Desmet, die het verzoekschrift steunde, drukte de meening uit, dat al de notarissen, zonder onderscheid van klasse, hun ambt dienden te kunnen uitoefenen *in geheel de provincie* van hunne standplaats; dit was de terugkeer tot het stelsel van 1791.

De Minister van Justitie verklaarde, op 23 December 1833, tijdens de bespreking van zijne begrooting, dat de éénvormige omschrijving *per arrondissement* hem redelijker voorkwam, en op 31 December vroeg de heer de Haussy, in den Senaat, dat eerlang eene nieuwe wet zou neergelegd worden.

Het ontwerp werd bij de Kamer ingediend op 22 Februari 1834; artikel 16 daarvan luidde als volgt :

« Het onderscheid, gemaakt bij artikel 5 van de wet van Ventôse tusschen » de notarissen van de rechtbanken van eersten aanleg en die van de vrede- » gerechten, wordt afgeschaft. Al de notarissen zullen hunne ambtsbedie- » ningen mogen uitoefenen in het geheele rechterlijk arrondissement van » de hoofdplaats hunner standplaats.... »

» De notarissen, gevestigd in de hoofdplaats van de hoven van beroep, » zullen, bij voortduur, hun ambt blijven uitoefenen in het geheele rechts- » gebied van dit hof. »

Het volgend jaar zonden de notarissen uit de omstreken van Charleroi, die van Oudenaarde, Ieperen en Luik, verzoekschriften naar de Kamer om het recht te verkrijgen, hun ambt uit te oefenen ingansch het rechterlijk arrondissement; de klachten namen toe en de Kamer benoemde eene commissie van achttien leden om de verschillende ingediende ontwerpen te onderzoeken, rekening houdend met al de uitgebrachte bezwaren.

Op 7 Februari 1843, stelde Minister Van Volxem het arrondissement als gebied voor, maar met deze dubbele beperking, dat de notarissen, die niet in de hoofdplaats van het arrondissement gevestigd waren, er geene akten zouden mogen opmaken en dat zij, die hunne standplaats hadden bij den zetel van een hof van beroep, op aanvraag van partijen, door het hof konden aangesteld worden om werkzaam te zijn buiten het arrondissement waarin zij hunne standplaats hadden.

Dit tweeslachtige stelsel werd niet ernstig besproken.

Een nieuw ontwerp werd ingediend op 29 April 1846 door baron d'Anethan, Minister van Justitie; als gebied stelde hij het arrondissement voor; het verslag, op 20 Maart 1847 uitgebracht, werd in 1848 besproken; bij de bespreking — na eene stemming over een principieel artikel — werd het ontwerp door de Regeering ingetrokken.

Het vraagstuk was meermaals hervat geworden, zoowel in de Kamer als in den Senaat, namelijk in 1857, 1865 en 1869, toen de heer De Lehaye op 24 Februari 1874 een voorstel indiende, waarbij verschillende bepalingen van de wet van 25 Ventôse jaar XI werden gewijzigd; luidens artikel 2 mocht de notaris zijn ambt uitoefenen in het rechterlijk arrondissement, binnen hetwelk zijne standplaats gevestigd was; hij mocht buiten dit arrondissement en in het geheel gebied van het Hof van Beroep akten opmaken, mits voorafgaande toestemming van den eersten voorzitter van dit Hof.

De Middenafdeeling wees de beperkingen van de hand en bepaalde als gebied het rechterlijk arrondissement; op 17 Maart 1875 nam de Kamer het aldus gewijzigde ontwerp aan met 58 stemmen tegen 54 en 2 onthoudingen.

Het ontwerp werd den Senaat overgemaakt; het arrondissement als rechtsgebied werd er aangenomen met 28 stemmen tegen 27; doch 's anderendaags, op 5 Juni 1875, verwierp de Senaat de wet in haar geheel met 28 stemmen tegen 28.

Op 15 December reeds, dienden de heeren d'Anethan, Balisau, du Bus de Gisignies, Vilain XIII en de Labbeville het ontwerp opnieuw in, dat in de maand Juni verworpen was geweest; de Senaat keurde het goed, op 9 Maart 1876, met 50 stemmen tegen 28 en 1 onthouding.

Uitgaande van het initiatief van leden van den Senaat, moest het ontwerp aan de goedkeuring van de Kamer worden onderworpen; de bespreking geschiedde er in 1878; op 7 Februari verwierp de Kamer het artikel betreffende het rechtsgebied en na die stemming verwees zij het ontwerp naar de Middenafdeeling; deze vergaderde nooit (1).

De onderteekenaars van het in 1904 neergelegde voorstel hebben in het ontwerp van 1876 de bepaling overgenomen, welke het arrondissement als gebied aannam.

Hun voorstel werd in overweging genomen op 25 Januari 1905 en naar de afdeelingen verwezen terzelfder tijd als het ontwerp dat de Senaat in 1876 had aangenomen (2). De nieuwe Middenafdeeling heeft talrijke vergaderingen besteed aan het onderzoek van de ontwerpen; zij had onzen betreunden collega, den heer Vanderlinden, gelast de verschillende bescheiden te onderzoeken, die haar voorgelegd werden; de dood heeft hem belet zijn verslag te voltooien en als verslaggever werd hij niet vervangen (3).

Na deze uiteenzetting, die ons als noodzakelijk voorkwam om aan de

(1) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Schollaert, Smolders, Julliot, De Lehaye, Thonissen en Drubbel.

(2) De tekst van dit ontwerp wordt als bijlage medegedeeld.

(3) De afdeeling was samengesteld uit de heeren Mabille, Féron, de Lantsheere, Beer-naert, Tibbaut en Segers.

Kamer in herinnering te brengen de talrijke vergeefsche pogingen sedert 1832 in het werk gesteld om de wet van 25 Ventôse jaar XI te wijzigen, dienen wij nog dit ons voorstel te billijken.

De toestand der kantonnale notarissen vergt de tusschenkomst van de wetgeving.

In zijne redevoering uitgesproken bij de openingszitting van het Hof van Beroep, te Gent, op 10 October 1901, stelde de heer Van Iseghem, toen procureur-generaal, thans lid van het Hof van Cassatie, vast, dat in meer dan tien kantons van het rechtsgebied van het Hof, ieder notaris gemiddeld minder dan 100 akten per jaar opmaakte, en dat het gemiddelde cijfer 150 niet te boven ging in de kantons van de arrondissementen Gent, Veurne, Ieperen en Kortrijk — behalve in het kanton Moeskroen.

Die toestand is nog erger geworden sedert 1901. Uit de rechterlijke statistiek voor 1911 (1) blijkt, dat de 91 notarissen in het arrondissement Gent 12,168 akten opmaakten, in 1914, dus gemiddeld 133 akten per notaris; het gemiddeld getal akten per notaris bedroeg 88 in het kanton Caprycke; 70 in dat van Nevele, 57 in dat van Cruyshautem en slechts 54 in dat van Waarschoot!

En de meesten dier notarissen zullen nooit hunne huidige standplaats kunnen verlaten; want langs zoo meer blijven de notariaten in de steden aan dezelfde familiën behouden; een notaris wordt opgevolgd door zijn zoon, zijn schoonzoon, een neef, ja zelfs een verren bloedverwant.

Het Comité van den Bond der kantonnale notarissen van België heeft, op 20 April 1904, de zaak voor den Minister van Justitie aldus uiteengezet:

« Het is onbetwistbaar, zegde het, dat het getal en vooral de belangrijk-
» rijkheid der akten merkelyk afnemen op den buiten: er bestaan thans
» notariaten die niet meer dan 150 akten in het jaar verlijden, vele zijn er
» waar men er geen 60 telt. En welke akten! Zij, die van eenig belang zijn,

(1) Rechterlijke statistiek, jaar 1911.

	Notarissen.	Getal akten.	Ontvangen registratierechten.
Gent	28	5,370	993,128.20
Assenede	5	610	38,293.47
Caprycke.	5	427	21,911.87
Cruyshautem	5	289	30,636.18
Deynze	5	506	61,666.21
Eecloo	5	695	77,259.77
Evergem.	5	686	73,568.39
Ledeberg.	3	475	73,108.25
Loochristy	5	704	57,504.32
Nazareth.	5	413	40,551.09
Nevele	5	318	38,471.86
Oosterzele	5	832	62,284.32
Somergem	5	515	32,161.94
Waarschoot	5	268	16,090.42
	91	12,168	1,599,636.38

» worden weggekaapt door de notarissen der hoofdplaats, dank zij het uit-
» gestrekt gebied waarin zij mogen werken, terwijl de verkoopen van
» roerende goederen geschieden door deurwaarders, griffiers, gemeente-
» secretarissen en andere zaakgelastigden.

» Kan men zich een meer onrechtvaardigen toestand bedenken dan die
» van de notarissen der derde klasse, die slechts vijf of tien gemeenten in
» hun gebied hebben en dan nog, in dat kleine gebied, de mededinging
» moeten dulden van de notarissen der tweede klasse en de nog veel meer
» te duchten mededinging van de notarissen der eerste klasse? Is het recht-
» vaardig, dat, gedurende de maand October 1903, door de notarissen van
» Gent alleen, in het *Notarieel Annoncenblad* 25 verkoopingën werden aan-
» gekondigd van onroerende goederen, in de buitenkantons van het Hof van
» Beroep, waarvan de opbrengst meer dan 1.200,000 frank bedroeg, terwijl,
» in hetzelfde tijdsverloop, de 60 kantonale notarissen van Gent te zamen
» voor het vijfde dezer som niet hebben verkocht?

» Het gevolg is, dat een notaris op het platteland, in het uitoefenen van
» zijne ambtsbediening, geen onafhankelijk bestaan vindt, vrij van
» behoeften en van de verleidingen waartoe de nood aanleiding geeft. Hij
» kan dus aan de verwachtingen der wet en aan het vertrouwen van hen
» die onder zijn gebied hooren, niet meer beantwoorden en deze toestand
» zal, zoo hij voortduurt, een gevaar voor het algemeen worden. »

De verdeeling in drie klassen kan in grondbeginsel niet worden verdedigd; de studiën, de examens en de diploma's zijn immers dezelfde voor al de notarissen; overal strekt zich hunne bevoegdheid uit tot dezelfde akten: waarom dan aan de eenen een grooter gebied toekennen dan aan de anderen?

Van al de voorgestelde stelsels om een eenvormig gebied te bepalen, komt dit van *het arrondissement* als gebied, voor als het meest in overeenstemming met de tegenwoordige inrichting van het notariaat en als het best voorziende in zijne behoeften.

Alles bindt den notaris aan het gebied van het rechterlijk arrondissement, niets aan het gebied van het Hof van Beroep, noch van het Vredegerecht.

Het is voor de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement zijner standplaats, dat de notaris den eed moet afleggen, alvorens in dienst te treden, of wanneer hij is aangeduid voor eene verrichting afhangende van zijn ambt; aan de griffie van deze rechtbank is hij verplicht zijn repertorium over te maken; het is de voorzitter dezer rechtbank die zijne staten taxeert; het is aan dezen laatste, dat hij de eigenhandig geschrevenen de geheime testamenten voorlegt, die hem toevertrouwd werden.

Al de notarissen van eenzelfde arrondissement hangen van dezelfde rechterlijke overheid af, zij staan allen onder het toezicht van eene zelfde rechtbank en eene zelfde tuchtkamer, samengesteld uit notarissen van gansch het arrondissement; zij vormen, als 't ware, in elk arrondissement een ware gilde, met gemeenschappelijke belangen welke zij onderling regelen op den voet van volkomen gelijkheid.

Anderdeels levert het arrondissement als gebied, voor het publiek dit

overgroot voordeel op, dat het meer vrijheid laat bij de keus van den notaris en dat het de gelegenheid geeft aan hen, die belangen hebben in verschillende kantons van hetzelfde arrondissement, hunne zaken aan eenzelfde notaris toe te vertrouwen.

Onder het tegenwoordige stelsel, bestaat dit voordeel, maar het blijft enkel voorbehouden aan de inwoners der steden; het wordt geweigerd aan hen, die hun vermogen of hunne zaken op den buiten hebben (1).

Men zegde, in 1875, en men herhaalt het thans, dat men de mededinging moet beletten, die de kantonnale notarissen hunne collega's van de hoofdplaats zullen aandoen.

De verslaggever van de Middenafdeeling in 1873, de heer Smolders, antwoordde op deze opwerping : « Gij vreest de mededinging van de kleinen, maar gij duldt de mededinging van de grooten. Gij gedooft dat een notaris van Brussel de mededinging ga aandoen in de Kempen aan een armen notaris, en gij laat niet toe, dat deze arme notaris naar de hoofdplaats van het arrondissement ga ; dat is onrechtvaardig ! »

Het arrondissement als gebied stelt al de notarissen gelijk ten voordeele van het publiek. Eene overgangsbepaling vrijwaart de verworven rechten.

De ondertekenaars van het wetsvoorstel hopen, dat de tegenwoordige Kamer een maatregel zal goedkeuren, die gewettigd wordt door het belang van het notariaat en dit van het publiek.

A. MECHELYNCK.

(1) Verslag van den heer Smolders. (Zittingsjaar 1873-1874, Kam. van Volksv. Stukk., blz. 144.)

ANNEXE

Texte du projet de loi transmis à la Chambre par le Sénat et apportant des modifications à loi du 25 ventôse an XI sur le notariat.

(Doc. Parl. n° 131, du 21 mars 1876.)

Modifications à la loi du 25 ventôse
an XI sur le notariat.

Wijzigingen in de wet van 25 ventôse
jaar XI op het notariaat.

PROJET DE LOI TRANSMIS
PAR LE SÉNAT.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Chaque notaire doit résider dans le lieu qui lui est fixé par l'arrêté royal de sa nomination.

En cas de contravention, il sera considéré comme démissionnaire, et le Ministre de la Justice, après avoir pris l'avis du tribunal et de la chambre de discipline, qui entendra au préalable le notaire contrevenant, pourra proposer au Roi de pourvoir au notariat vacant.

ART. 2.

Il est défendu à tout notaire d'avoir soit par lui-même, soit par personne interposée, un bureau ou une étude ailleurs qu'au lieu de sa résidence, et de tenir hors de son étude des séances à jour fixe, ou même à des époques indéterminées, mais annoncées d'avance.

WETSONTWERP, DOOR DEN SENAAT
TOEGEZONDEN

LOEPOLD II, KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen
en toekomstenden, Heil!*

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Elke notaris moet verblijven in de plaats hem aangewezen door het koninklijk besluit zijner benoeming.

Ingeval van overtreding wordt hij geacht zijn ontslag te nemen en de Minister van Justitie, na te hebben ingewonnen het advies van de rechtbanken van de tuchtkamer, die voorafgaandelijk den notaris, overtreder, hoort, kan den Koning voorstellen het onbezet notariaat te begeben.

ART. 2.

Het is elken notaris verboden, hetzij zelf, hetzij door tussenkomst van een ander, een kantoor of eene studie te hebben elders dan in de plaats van zijn verblijf en, buiten zijn kantoor of zijne studie, zittingen te houden op een bepaalden

ART. 3.

Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire de sa résidence ; toutefois il ne peut instrumenter hors de son canton, sauf dans les villes divisées en plusieurs canton, qu'en vertu d'une désignation du juge dans les cas déterminés par la loi, ou sur la demande formelle des parties indiquant le lieu de la commune où l'acte sera passé.

Ces désignations et demandes seront expressément mentionnées dans l'acte.

ART. 4.

Il est défendu à tout notaire d'instrumenter hors de son ressort et sans avoir, le cas échéant, rempli les formalités prescrites par l'article précédent.

ART. 5.

En cas de contravention à l'article 2 et au paragraphe final de l'article 3, le notaire sera condamné à une amende de 100 à 1,000 francs, outre tous dommages et intérêts ; en cas de récidive et pour toute contravention au premier paragraphe de l'article 3 et à l'article 4, le notaire pourra être suspendu pour trois mois ou destitué.

ART. 6.

Les actes notariés seront légalisés, lorsqu'on s'en servira hors de la province, par le président du tribunal de première instance ou par le juge de paix du canton de la résidence du notaire qui a délivré l'acte ou l'expédition dans les conditions déterminées par la loi du 11 mai 1866.

dag, of zelfs op onbepaalde, doch vooraf aangekondigde tijdstippen.

ART. 3.

De notaris oefent zijn ambt uit in het rechterlijk arrondissement waar hij zijne verblijfplaats heeft ; hij mag echter dan alleen akten verlijden, buiten zijn kanton, — behalve in de steden die in verscheidene kantons zijn verdeeld, — wanneer hij is aangewezen door den rechter in de gevallen bij de wet voorzien, of op bepaald verzoek van partijen, aanduidende de plaats der gemeente waar de akte wordt verleden.

Deze aanduiding en dit verzoek worden uitdrukkelijk in de akte vermeld.

ART. 4.

Het is elken notaris verboden akten te verlijden buiten zijn gebied en zonder, bij voorkomend geval, de voorschriften van het vorig artikel te hebben gevolgd.

ART. 5.

Ingeval van overtreding van artikel 2 en van de slotparagraaf van artikel 3 wordt de notaris gestraft met eene boete van 100 tot 1,000 fr., behalve alle schadeloosstelling ; ingeval van herhaling en voor elke overtreding van het eerste lid van artikel 3, zoowel als van artikel 4, kan de notaris worden geschorst voor drie maanden of afgezet worden.

ART. 6.

De notarieele akten worden, wanneer men er zich buiten de provincie van bedient, gelegaliseerd door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg of door den vrederechter van het kanton waar de notaris, die de akte of het afschrift afleverde op de wijze bepaald door de wet van 11 Mei 1866, zijn verblijf heeft.

ART. 7.

Le temps de travail ou stage chez un notaire sera de quatre années entières et non interrompues, dont une des deux dernières en qualité de premier clerc.

ART. 8.

Sont abrogés les articles 4, 5, 6, 28, 56, 57, 58, 59, 40 et 41 et le dernier paragraphe de l'article 49 de la loi du 25 ventôse an xi.

Disposition transitoire.

ART. 9.

Le notaire ayant, lors de la mise en vigueur de la présente loi, le droit d'instrumenter dans l'étendue du ressort de la cour d'appel conservera, à titre personnel, pour tout le temps où il remplira les fonctions notariales, la juridiction qu'il tient de sa nomination à vie.

Les articles 1^{er} et 2 lui sont néanmoins applicables.

En cas de contravention à l'article 2, le notaire sera condamné à une amende de 100 à 1,000 francs, outre tous dommages-intérêts; en cas de récidive, le notaire pourra être suspendu pour trois mois ou destitué.

Bruxelles, le 15 mars 1876.

Le Président du Sénat,

(Signé) Prince DE LIGNE.

Les Secrétaires,

(Signé) Baron T'KINT DE ROODENBEKE.

BARON DE LABBEVILLE.

ART. 7.

De leer- of proeftijd bij een notaris duurt onafgebroken vier volle jaren; een der twee laatste jaren, in de hoedanigheid van eersten klerk.

ART. 8.

De artikelen 4, 5, 6, 28, 56, 57, 58, 59, 40 en 41 alsmede de laatste paragraaf van artikel 49 der wet van 25 Ventôse jaar xi worden ingetrokken.

Overgangsbepaling.

ART. 9.

De notaris die, bij het in werking treden van deze wet, het recht heeft akten te verlijden binnen het gebied van het Hof van Beroep, behoudt, als een persoonlijk recht, voor al den tijd dat hij het notarieel ambt waarneemt, de rechtsmacht hem door zijne benoeming levenslang toegekend.

Niettemin zijn de artikelen 1 en 2 van toepassing.

Ingeval van overtreding van artikel 2 wordt de notaris gestraft met eene boete van 100 tot 1,000 frank, behalve alle schadeloosstelling; ingeval van herhaling, kan de notaris worden geschorst voor drie maanden of afgezet worden.

Brussel, 15 Maart 1876.

De Voorzitter van den Senaat,



PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 5 de la loi du
25 ventôse an XI sur le notariat.

ARTICLE PREMIER.

L'article 5 de la loi du 25 ventôse
an XI est remplacé par la disposition
suivante :

Les notaires exercent leurs fonc-
tions dans l'arrondissement judi-
ciaire de leur résidence.

ART. 2.*Disposition transitoire.*

Les notaires des villes où est éta-
blie une cour d'appel, actuellement
en fonctions, conservent, pendant la
durée de celles-ci, le droit de les
exercer conformément à l'alinéa 1^{er}
de l'article 5 dans l'étendue du res-
sort de cette cour.

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 5 der wet van
25 Ventôse jaar XI op het notariaat.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 5 der wet van 25 Ventôse
jaar XI op het notariaat wordt ver-
vangen door de volgende bepaling :

De notarissen oefenen hun ambt
uit binnen het rechterlijk arron-
dissement hunner verblijfplaats.

ART. 2.*Overgangsmaatregel.*

De thans in bediening zijnde no-
tarissen der steden, waar een Hof
van beroep is gevestigd, behouden
gedurende den duur van hun ambt
het recht dit uit te oefenen, over-
eenkomstig het 1^{ste} lid van artikel 5,
binnen de uitgestrektheid van het
gebied van dat Hof.

A. MECHELYNCK.

MAENHAUT.

Art. Buysse.

Fl. Van Cauwenbergh.